



PROCES-VERBAL CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JUIN 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre le vingt-six juin à 18 heures, le Conseil Municipal de Montpon-Ménestérol dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Rozenn ROUILLER, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 19 juin 2024

Conseillers en exercice : 29/ Conseillers présents : 23/ Conseillers votants : 27 (4 pouvoirs)/

ETAIENT PRESENTS : Mme Rozenn ROUILLER, Maire, MM. Gérard HAERRIG, Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, Adjoints, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE, Mme Lydie TRIMOULET PIFFAUD, M. Franck SALAT, Mme Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, Mme Isabelle COLEY, M. Jean-Luc ROUSSEAU.

VOTES PAR PROCURATION : Mme Séverine GOULARD MASSE à Mme Monique VERT, Mme Fatima BOUTERFAS à Mme Rozenn ROUILLER, Mme Laurence LAGOUBIE à M. Franck SALAT, M. Thierry CHAZEAU à Mme Isabelle COLEY.

ETAIENT EXCUSES/ABSENTS : Mme Séverine GOULARD MASSE, M. Philippe VERDUN, Mme Fatima BOUTERFAS, M. Bastien LEDOUX, Mme Laurence LAGOUBIE, M. Thierry CHAZEAU.

SECRETAIRE DE SEANCE : Mme Geneviève AUXERRE.

ORDRE DU JOUR

- Remplacement d'une élue démissionnaire au sein de différentes instances et commissions
- Reconduction de la taxe sur les logements vacants 2025
- Reconduction de la taxe sur les friches commerciales 2025
- Décision modificative n° 1 – Convention ATCHOUM - CCAS
- Décision modificative n° 2 – Transfert d'emprunts à la Communauté de communes Isle Double Landais
- Subvention exceptionnelle à l'association Sprinter Club du Périgord
- Subvention exceptionnelle à l'association « Adagio »
- Cession d'un bien matériel à un particulier
- Aménagements publics ZAC de l'Ormière – Sollicitation d'un fonds de concours à la Communauté de communes Isle Double Landais
- Suppression de postes suite aux avancements de grade 2024
- Création de poste suite à une promotion interne
- Actualisation du règlement intérieur de la collectivité

- Attribution d'une indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) et d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour élections (IHTS)
- Permis de végétaliser – Mise en place du dispositif
- Convention de mise à disposition d'un terrain – Ateliers municipaux
- Service d'assainissement collectif - Rapport annuel du délégataire 2023
- Service d'assainissement collectif - Approbation du rapport sur le prix et la qualité du service (RPQS)
- Convention de mise à disposition des préfabriqués des Massias à plusieurs associations.
- Convention de mise à disposition des installations sportives des Massias à CEVA Sports
- Transport Scolaire – Participation au coût des transports
- Motion pour le maintien d'ENEDIS dans les locaux de Mussidan

Le quorum étant atteint, Madame la Maire ouvre la séance.

• **Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 22 mai 2024**

Madame la Maire soumet à l'approbation de l'assemblée le compte-rendu du précédent Conseil Municipal.

Pas d'autres observations, le compte-rendu est adopté.

M. Marzat souhaite apporter les modifications suivantes :

- *Les toitures des maisons des particuliers représentent une surface colossale inexploitée*
- *L'eau rejetée est chargée en polluants perpétuels, et du coup je ne mangerai pas de poisson de rivière ! Le traitement des eaux au privé c'était bien il y a 60 ans, mais maintenant ils pensent à une seule chose : Les profits ! J'ai posé la question à l'opposition s'ils seraient prêts à passer le traitement des eaux à la collectivité.*
- *Pour les associations : Critère de développement durable.*
- *Les chats : J'ai fait remarquer que lors des déterrages des blaireaux ils étaient tués à grands coups de pioche et je passe les détails...*

Pas d'autres observations, le compte-rendu est approuvé.

• **Décision prise par Madame la Maire dans le cadre des délégations consenties par le Conseil Municipal**

Décision n°3/2024 – Souscription d'une ligne de trésorerie

Principales caractéristiques :

- Prêteur : Caisse d'Epargne
- Montant maximum : 200 000 €
- Durée : 12 mois
- Taux d'intérêt : €STER +0.30% l'an

Décision n°4/2024 – Virement de crédits – Budget principal

Principales caractéristiques :

- Virement du compte 65888 « Autres » vers le compte 65748 « Autres personnes de droit privé » d'un montant de 88 000.00 €.
- Objet : Changement d'imputation des subventions aux associations.

Décision n°5/2024 – Cession du camion frigorifique

Principales caractéristiques :

- Cession : Camion frigorifique Mercedes Immatriculé 1160 TY 24

- Nom de l'Acquéreur : Association les 3M en fête
- Montant de la cession : 1 €

Décision n°6/2024 – Fongibilité des crédits entre opération

Principales caractéristiques :

- Augmentation l'opération PAVE (+45 000 €) et du compte 2041512 (+ 24 600.00 €),
- Diminution de l'opération Végétalisation et Renaturation de la Cour d'école élémentaire (- 69 600.00 €).

73- Remplacement d'une élue démissionnaire au sein de différentes instances et commissions

Arrivée de M. Thierry CHAZEAU et M. Bastien LEDOUX

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Suite à la démission d'une élue il convient de procéder à son remplacement au sein des différentes instances et commissions.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE MONTPON-VILLEFRANCHE (SIS)

TITULAIRES

1 Monique VERT
2 Georges HERLEMONT

SUPPLEANT.E.S

1 Lydie TRIMOULET
2 Séverine MAILLARD

Observations :

M. Chazeau : Est-ce que d'autres personnes peuvent se présenter ?

Mme Rouiller : Oui, c'est une proposition.

Mme Duhard se porte candidate.

Le vote a lieu à bulletin secret.

2 assesseurs sont désignés : Mme Isabelle COLEY et M. Vincent LECONTE.

M^{me} la Maire fait procéder au vote.

Mme TRIMOULET : 19

Mme DUHARD : 9

Blanc : 0

Nul : 0

SYNDICAT MIXTE DU CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

TITULAIRE

Anthony WILLIAMS

SUPPLÉANT.E

Séverine GOULARD-MASSÉ

Observations :

M. Chazeau souhaite porter sa candidature.

Le vote a lieu à bulletin secret.

2 assesseurs sont désignés : Mme Isabelle COLEY et M. Vincent LECONTE.

M^{me} la Maire fait procéder au vote.

M.WILLIAMS : 19

M.CHAZEAU : 9

Blanc : 0

Nul : 0

CINÉ PASSION EN PERIGORD

TITULAIRE

Anthony WILLIAMS

SUPPLEANT.E

Séverine GOULARD-MASSÉ

Observations :

Mme Duhard se porte candidate.

Le vote a lieu à bulletin secret.

2 assesseurs sont désignés : Mme Isabelle COLEY et M. Vincent LECONTE.

M^{me} la Maire fait procéder au vote.

Mme Duhard : 9

M. Williams : 19

Blanc : 0

Nul : 0

74 - Reconduction de la taxe sur les logements vacants 2025

Rapporteur : Vincent LECONTE

Dans le cadre de la revitalisation du centre-ville, la commune de Montpon-Ménestérol souhaite redynamiser l'offre locative de la commune. La vacance de logement sur la commune ayant un impact majeur sur son dynamisme il est proposé au Conseil Municipal d'assujettir à la taxe d'habitation les logements vacants.

L'objectif est d'encourager les propriétaires à louer leur bien pour éviter de payer cette taxe.

Cette taxe d'habitation est appliquée pour tous les logements à usage d'habitation qui sont inoccupés depuis plus de 2 ans consécutifs au 1er janvier de l'année d'imposition.

La taxe d'habitation due au titre des logements vacants est établie au nom du propriétaire, de l'usufruitier, du preneur à bail à construction ou à réhabilitation ou de l'emphytéote qui dispose du local depuis le début de la période de vacance.

Les logements doivent être :

- Situés sur le territoire des communes où la taxe sur les logements vacants (TLV) n'est pas applicable ;
- Habitables, c'est-à-dire clos, couverts et pourvus des éléments de confort minimum (installation électrique, eau courante, équipement sanitaire) ; non meublés ; les logements meublés et notamment les résidences secondaires ne sont donc pas visées par le dispositif ;
- Vacants, c'est-à-dire libre de toute occupation pendant plus de deux années consécutives. Un logement occupé moins de 90 jours consécutifs ou 90 jours consécutifs au cours de chacune des deux années de référence est considéré comme vacant. En revanche, un logement occupé plus de 90 jours consécutifs au cours d'une des deux années de référence n'est pas considéré comme vacant. La vacance ne doit pas être involontaire, c'est-à-dire imputable à une cause étrangère à la volonté du bailleur.

La preuve de l'occupation peut être apportée par tous moyens, notamment la déclaration de revenus fonciers des produits de la location, la production des quittances d'eau, d'électricité, de téléphone...

La base d'imposition de la taxe d'habitation sur les logements vacants est la même que celle retenue pour la Taxe d'Habitation sur laquelle aucune réduction n'est appliquée (abattement, dégrèvement, exonération ou plafonnement en fonction du revenu).

En cas d'imposition erronée liée à l'appréciation de la vacance, les dégrèvements en résultant sont à la charge de la collectivité bénéficiaire et non pas à la charge de l'Etat.

Observations :

M. Rousseau : Je vois que cela représente une belle somme, quel est le retour ? Est-ce que cela va vraiment inciter les gens à remettre en location ? Le but recherché est d'inciter les propriétaires à louer ?

M. Leconte : Oui c'est le but. Aujourd'hui elle est incitative.

M. Rousseau : Aujourd'hui on ne le sait pas. Il faudrait savoir combien de logements ont été remis sur le marché.

Mme Rouiller : On pourra l'évaluer déjà en fonction du produit de l'année prochaine.

M. Rousseau : Je regretterais que cet argent parte dans un budget d'équilibre, je veux que cet argent aille sur le logement, avec par exemple une aide à la rénovation de façades, or, à ce jour, où est-ce qu'ils vont passer ? et on ne sait pas si on passe de 120 logements à 90 logements finalement !

Mme Bernard : Cela ne concerne pas les logements mis à la vente ? Car beaucoup sont mis à la vente ces derniers temps.

M. Leconte : Si c'est des logements vacants depuis des années, ce n'est pas une mauvaise chose s'ils peuvent être habités / réhabilités par la suite.

Mme Duhard : Est-ce qu'il y a eu une rencontre avec ces propriétaires ? Quelles sont les raisons pour la vacance ? Leur a-t-on expliqué qu'ils peuvent avoir des aides ?

M. Leconte : Déjà il faut pouvoir les connaître. Pour les logements, c'est la DGFIP qui les recense. Par contre il est vrai qu'on pourrait communiquer plus sur les aides qui peuvent exister. Les quelques logements qu'on a pu identifier, les propriétaires sont souvent à l'étranger.

M. Rousseau : On doit se repositionner alors qu'on n'a pas de retour, hormis financier et on ne sait pas où part l'argent.

Mme Rouiller : Il part dans le budget et le résultat de l'année.

M. Rousseau : Cela aurait du sens si c'était injecté sur la question du logement.

M. Leconte : On a déjà l'ORT, il y a des aides qui existent. On travaille avec le Pays sur une action collective de proximité et cela en fait partie. Ça fait partie de la revitalisation, c'est plus global qu'une simple taxe. On travaille avec tout un réseau.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, par :

19 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD-MASSE (procuration à Mme Monique VERT), M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL, M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE, Mme Lydie TRIMOULET PIFFAUD,

9 voix contre : Mme Laurence LAGOUBIE (procuration à M. Franck SALAT), MM. Bastien LEDOUX, Franck SALAT, Mme Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY,

-Décide d'assujettir les logements vacants à la taxe d'habitation en application de l'article 1407 bis du code général des impôts pour l'année 2025.

75 - Reconduction de la taxe sur les friches commerciales 2025

Rapporteur : Vincent LECONTE

Il est exposé que la taxe sur les friches commerciales est prévue par l'article 1530 du code général des impôts (CGI). C'est un impôt local facultatif, qui peut être institué par les communes. Peuvent être imposés les biens soumis à la taxe foncière sur les propriétés bâties (immeubles de bureaux, immeubles utilisés pour une activité commerciale, parkings des centres commerciaux, lieux de dépôt et de stockage), qui ne sont plus affectés à une activité soumise à la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) depuis au moins deux ans, au 1er janvier de l'année d'imposition, et dont l'absence d'exploitation n'est pas indépendante de la volonté du propriétaire.

Le taux d'imposition est progressif, il est fixé par la loi à :

- 10% la première année,
- 15% la seconde année,
- 20% à compter de la troisième année.

Le taux de 10% s'applique chaque fois que le bien entre dans le champ d'application de la taxe, qu'il s'agisse d'un bien imposable pour la première fois ou non. Ces taux peuvent être majorés par décision de l'organe délibérant de la commune dans la limite du double. Ainsi, le taux peut être fixé, au maximum, à 20% la première année, 30% la seconde et 40% à compter de la troisième année.

La taxe est assise sur le revenu net servant de base à la taxe foncière sur les propriétés bâties.

La collectivité doit, sur la base de ce fichier DGFIP et d'un recensement local, établir la liste des locaux commerciaux et professionnels vacants. L'autorité locale compétente transmet ensuite la liste des biens concernés à l'administration fiscale (DDFIP), chaque année avant le 1er octobre, pour une perception l'année suivante.

Sur la base de cette liste, le service des impôts des entreprises (SIE) exclut les biens qui sont hors champ d'application de la TFC et adresse une demande de renseignements aux propriétaires des locaux restant dans le champ d'application de la taxe afin de vérifier le motif d'inexploitation. Ainsi, de nombreux locaux sont écartés du dispositif par la preuve du caractère involontaire de l'inexploitation par le propriétaire.

La commune de Montpon-Ménestérol, qui souffre d'une vacance commerciale élevée, souhaite donc ainsi s'emparer de cet outil pour :

- Lutter contre le phénomène de rétention foncière délibérée ;
- Permettre la remise sur le marché des locaux vacants ;
- Encourager la rénovation des locaux commerciaux et la reconversion de locaux désuets en logements.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 1530 du code général des impôts,

Considérant le plan de revitalisation du centre-ville engagé,

Considérant la volonté de la commune d'assurer un dynamisme économique sur son territoire en luttant contre les friches commerciales,

Observations :

M. Rousseau : Et on connaît le nombre de magasin ?

M. Leconte : Je pense qu'il faut avoir une vision plus globale, c'est une idée de revitalisation du centre-ville.

M. Rousseau : Je n'ai pas l'impression qu'il y ait des locaux commerciaux repris/ouverts etc... et est-ce que certains ont vraiment la volonté de le mettre en location ? C'est la volonté du propriétaire aussi.

M. Leconte : On essaye d'aller inciter à relouer leurs commerces.

M. Rousseau : Le montant varie en fonction de l'activité. Le but c'est d'avoir des magasins ouverts. La taxe est de toute façon inférieure à ce qu'il pourrait payer en taxe foncière.

Mme Rouiller : C'est un outil proposé par la DGFIP pour diminuer la vacance de manière général.

Mme GOULARD MASSE intègre la séance.

M. Leconte : C'est important de l'intégrer à tout le dispositif de revitalisation que l'on souhaite.

M. Rousseau : Si la base restait la même oui !

M. Leconte : Oui mais on ne décide pas de la base, ce sont les impôts.

M. Haerrig : Le montant financé est de ?

M. Leconte : 4 200 €

M. Rousseau : Alors là par contre je suis surpris par ce faible montant ! Il doit y avoir de la fraude !

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, par :

17 voix pour : Mmes Rozenn ROUILLER, Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL, M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mme Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE, Mme Lydie TRIMOULET PIFFAUD,

11 voix contre : M. Gérard HAERRIG, Mmes Nathalie JAVERZAC MARIGUETTO, Laurence LAGOUBIE (procuration à M. Franck SALAT), MM. Bastien LEDOUX, Franck SALAT, Mme Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY,

-Décide de reconduire la taxe annuelle sur les friches commerciales pour 2025,

-Décide d'appliquer le taux légal majoré de 20% la première année, 30% la seconde année et 40% à compter de la troisième année d'imposition,

-Précise que la commune doit communiquer chaque année à l'administration fiscale la liste des biens susceptibles d'être concernés par la taxe, avant le 1er octobre de l'année qui précède l'année d'imposition.

-Autorise Madame la Maire à notifier cette décision aux services préfectoraux et à communiquer chaque année à l'administration fiscale, avant le 1er octobre de l'année qui précède l'année d'imposition, la liste des biens susceptibles d'être concernés par la taxe.

76- Décision modificative n° 1 – Convention ATCHOUM - CCAS

Rapporteur : Josette CABROL

Suite à la validation du projet relatif au déploiement d'une solution de mobilité par covoiturage, trajet solidaire et transport d'utilité sociale « ATCHOUM », par le conseil d'administration du CCAS de Montpon-Ménestérol le 30 avril 2024, il est nécessaire d'augmenter la subvention d'équilibre 2024 versée au budget du CCAS de 5 832 €.

En conséquence, la décision modificative suivante est nécessaire :

Augmentation de crédits - COMMUNE DE MONTPON MENESTEROL - 2024 AC 1 - AUGMENTATION DE CREDITS N° 1

FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (chap) - Fonction - Opération	Montant	Article (chap) - Fonction - Opération	Montant
657363 (65) : Etablissements et services rattachés - CCAS	5 832,00	741121 (74) : Dotation de solidarité rurale DSR	5 832,00
Total dépenses :	5 832,00	Total recettes :	5 832,00

Observations :

M. Chazeau : *Je ne comprends pas ce qu'est cette affaire.*

Mme Rouiller : *Cela permet un abondement du budget du CCAS.*

M. Chazeau : *Je ne comprends pas ce que c'est, c'est flou.*

Mme Rouiller : *Cette décision a fait l'unanimité au Conseil d'Administration du CCAS. C'est un outil de transport solidaire, un BLABLA CAR rural. Le principe est d'avoir une réservation de voiture par des chauffeurs solidaires, en appelant soit une plateforme soit avec une inscription en ligne, gérée par une association de l'économie solidaire. C'est un projet qui a vu le jour dans des communautés de communes rurales et sur toute la France le projet a bien fonctionné sauf sur une seule intercommunalité par manque de communication. Le tarif est de 32 centimes du kilomètre saufferreur et la commission minimum est de 3€.*

M. Chazeau : *Que finance cette somme alors ?*

Mme Rouiller : *Le fonctionnement de la plateforme, le salaire des agents de la plateforme qui gère la centrale d'appel. C'est un ratio au nombre d'habitants et c'est une opération sur 3 ans. Le Conseil d'Administration du CCAS a jugé opportun et positif de pouvoir proposer ça. Le déploiement aura lieu à partir de juillet avec les agents du CCAS et si tout va bien en fonction en septembre.*

M. Haerrig : *La somme est pour 3 ans ?*

Mme Rouiller : *Non la somme est plus importante sur cette année de lancement et après elle est dégressive.*

M. Chazeau : *Et ce n'était pas prévu dans le budget du CCAS ?*

Mme Rouiller : *Non car on pensait au départ que l'intercommunalité le prendrait en charge. Mais il y a eu un avis défavorable des autres maires, d'où la prise en charge par le CCAS.*

M. Chazeau : *Sur quelle zone géographique ?*

Mme Rouiller : *Cet outil est uniquement destiné aux habitants de la commune mais pour des trajets qui vont partout en France.*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la décision modificative proposée.

77- Décision modificative n° 2 – Transfert d'emprunts à la Communauté de communes Isle Double Landais

Rapporteur : Josette CABROL

Il est rappelé que lors des transferts de compétences à la CCIDL, il avait été convenu que les communes ayant transféré des emprunts à cette dernière rembourseraient les annuités correspondantes.

Montant des annuités : 42 192,22 € (34 916,94 € de capital et 7 275,28 € d'intérêts)

Suite au passage à la M57, il convient de modifier les imputations budgétaires.

En conséquence, la décision modificative suivante est nécessaire :

Virements de crédits - COMMUNE DE MONTPON MENESTEROL - 2024 VC 2 - VIREMENT DE CREDITS N° 2

FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (chap) - Fonction - Opération	Montant	Article (chap) - Fonction - Opération	Montant
65568 (65) : Autres contributions	-43 000,00		
661132 (66) : Remboursements d'intérêts d'emprunts transférés au GFP de rattachement	8 000,00		
023 : Virement à la section d'investissement	35 000,00		
Total dépenses :	0,00	Total recettes :	0,00

Augmentation de crédits - COMMUNE DE MONTPON MENESTEROL - 2024 AC 2 - AUGMENTATION DE CREDITS N° 2

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (chap) - Fonction - Opération	Montant	Article (chap) - Fonction - Opération	Montant
168751 (16) : Groupement de collectivités GFP de rattachement	35 000,00	021 : virement de la section de fonctionnement	35 000,00
Total dépenses :	35 000,00	Total recettes :	35 000,00

Observations :

M. Chazeau : Quelle compétence est concernée ?

M. Lotterie : C'est une compétence transférée à l'époque. Il y a une règle quand on transfère la compétence on transfère les emprunts. Ici c'est la voirie.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve la décision modificative proposée.

78 - Subvention exceptionnelle à l'association Sprinter Club du Périgord

Rapporteur : Monique VERT

Dans le cadre du budget 2024, il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle de 3 000 € à l'Association « Sprinter Club du Périgord » pour l'organisation de la course cycliste nocturne du 17 août prochain sur la commune de Montpon-Ménestérol lors de la fête de la Saint Roch.

La somme de 3 000 € est à déduire de l'article 65748, ligne « divers », inscrit au budget 2024.

Observations :

Mme Bernard : Cela a été demandé par l'association ?

Mme Rouiller : C'est la somme habituelle pour la nocturne.

Mme Vert : Oui et avant c'était le club de Montpon qui la percevait mais qui n'a pas souhaité organiser la nocturne cette année.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

-Autorise Madame la Maire à verser la subvention exceptionnelle proposée dans les conditions ci-dessus,

-Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette question.

79 - Subvention exceptionnelle à l'association « Adagio »

Rapporteur : Anthony WILLIAMS

Dans le cadre du budget 2024, il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle de 500 € à l'Association « Adagio » afin de les aider à financer le déplacement d'un concert en région parisienne (Eglise St-Severin à Paris).

La somme de 500 € est à déduire de l'article 65748, ligne « divers », inscrit au budget 2024.

Mme DUHARD présidente de l'association ne prend pas part au vote.

M. HERLEMONT ne prend pas non plus part au vote.

Observations :

Mme Bernard : Est-ce que ça ne pourrait pas être plus élevé comme subvention ? C'est quand même à Paris !

M. Williams : On pensait que c'était déjà un bon coup de main 500 €.

Mme Rouiller : On a proposé cette subvention elle ne nous a pas été demandée. Et en ce basant à ce qu'on a versé au hand du collège, ce montant semble cohérent.

M. Williams : Il faut faire attention aux subventions accordées.

M. Rousseau : Elle aurait pu télécharger Atchoum aussi !

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

-Autorise Madame la Maire à verser la subvention exceptionnelle proposée dans les conditions ci-dessus,

-Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette question.

80- Cession d'un bien matériel à un particulier

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Madame la Maire à réaliser la vente d'un tracteur DEUTZ immatriculé 5627 TK 24, récemment restitué par la CCIDL à la commune, selon le détail suivant :

1/ Tracteur DEUTZ

-Acheteur : Monsieur Nicolas PASCAL

-Offre : 5 000 €

Observations :

M. Ledoux : C'est un tracteur qui sert à quoi ? c'est un tracteur tondeuse ?

M. Marzat : Non c'est un tracteur agricole.

Mme Rouiller : Il a été acheté dans les années 2000.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Autorise la vente du bien communal tel que détaillé ci-dessus ;
- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de ce dossier.

81- Aménagements publics ZAC de l'Ormière – Sollicitation d'un fonds de concours à la Communauté de communes Isle Double Landais

Rapporteur : Jean-Paul LOTTERIE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la communauté de communes incluant la commune de Montpon-Ménestérol comme l'une de ses communes membres,

Vu le projet de convention pour l'attribution d'un fonds de concours par la communauté de communes Isle Double Landais dans le cadre de ses compétences pour ce projet,

Considérant qu'à la fin du projet des aménagements publics de la ZAC de l'îlot de l'Ormière le montant prévisionnel des travaux s'élève à 1 154 169.50 € HT,

Considérant que le montant du fonds de concours demandé par la commune de Montpon-Ménestérol d'un montant de 110 000.00 €, n'excède pas la part du financement assuré par le bénéficiaire du fonds de concours,

Il est proposé que le fonds de concours prévisionnel soit arrêté à la somme de 110 000.00 € conformément au plan de financement suivant :

DEPENSES			RECETTES	
LIBELLE	MONTANT HT	MONTANT TTC	LIBELLE	MONTANT
AMO AMENAGEMENTS PUBLICS	25 029,50	30 035,40	DETR 2024 (attribuée)	205 920,00
MO AMENAGEMENTS PUBLICS	99 540,00	119 448,00	CD 24	200 000,00
TRAVAUX	1 029 600,00	1 235 520,00	Fonds Vert (attribué)	77 082,00
			Fonds de concours de la CC IDL	110 000,00
			REGION - AMI Centre-bourg (40% du déficit)	224 467,00
			AUTOFINANCEMENT	336 700,50
TOTAL	1 154 169,50	1 385 003,40	TOTAL	1 154 169,50

Le montant de ce fonds de concours de la CC Isle double Landais est forfaitaire et ne sera pas actualisé en fonction du montant définitif des travaux.

Le versement d'un acompte de 50% pourra être fait par la communauté de communes à l'émission des ordres de services de démarrage des travaux et le solde à la réception.

Observations :

Mme Duhard : Même somme pour les autres communes ? ou différente ?

M. Lotterie : Oui elle varie c'est en fonction des projets qui sont proposés. Cela varie entre 110 000 € et 27 000 €. Nous l'avons abordé en Conseil Communautaire lors du vote du budget.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, par :

19 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL, M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE, Mme Lydie TRIMOULET PIFFAUD,

9 abstentions : Mme Laurence LAGOUBIE (procuration à M. Franck SALAT), MM. Bastien LEDOUX, Franck SALAT, Mme Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY,

- Valide le fonds de concours demandé par la commune de Montpon-Ménestérol à hauteur de 110 000 € et valide qu'il est un montant forfaitaire ;
- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à signer la convention d'attribution correspondante ainsi que tout acte s'y référant.

82- Suppression de postes suite aux avancements de grade 2024

Rapporteur : Jean-Pierre DEYSSARD

Il est exposé au Conseil municipal la nécessité de supprimer les emplois suivants, dont le maintien n'est plus indispensable au regard des besoins du service public :

- Grade :
 - Adjoint technique
 - Adjoint technique principal de 2^{ème} classe,
 - Agent de maîtrise
- Durée de travail hebdomadaire : 35 H 00,
- Motif : avancements de grade

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 25 juin 2024,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide de supprimer les emplois présentés ci-dessus,
- Décide de modifier en conséquence le tableau des effectifs à la date du 1^{er} juillet 2024,
- Adopte les modifications ainsi proposées,
- Autorise Madame la Maire à faire, dire et signer toutes pièces se rapportant à cette affaire.
- Décide de charger Madame la Maire de la publicité et de l'exécution de cette décision.

83- Création de poste suite à promotion interne

Rapporteur : Jean-Pierre DEYSSARD

Madame la Maire informe l'assemblée que suite à une promotion interne, il convient de créer le nouvel emploi suivant :

Filière Technique – Catégorie C - Agent de maîtrise
Durée de travail hebdomadaire 35 H 00

Elle précise qu'après publicité, la présente décision prendra effet à compter du 01/09/2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Approuve la création de ce nouvel emploi ;
- Autorise Madame la Maire à signer toutes les pièces se rapportant à cette décision.

84- Actualisation du règlement intérieur de la collectivité

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Vu le code de la fonction publique,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L212-4, L 1321-1 à 6 du code du travail,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°88-53 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Considérant la nécessité d'adopter et d'actualiser le règlement intérieur pour le personnel de la commune de Montpon-Ménestérol ;

Il est exposé que passer chaque jour quelques heures ensemble suppose le respect d'un code de conduite, applicable à tous. Pour en permettre une conception évoluée dans le sens de l'exercice d'une responsabilité, le règlement intérieur qui s'appuie sur des dispositions réglementaires, a pour ambition de définir de manière claire, précise et réfléchie, un certain nombre de règles qui régiront les relations sociales au sein des services.

Il est précisé que le règlement intérieur est destiné à organiser la vie et les conditions d'exécution du travail dans la collectivité. Le règlement intérieur est un document écrit qui fixe les dispositions générales relatives à l'organisation du travail, la discipline ainsi que les mesures d'application de la réglementation en matière de santé et de sécurité au travail dans la collectivité.

Sa rédaction n'est pas obligatoire mais reste cependant recommandée, voire indispensable à la bonne gestion du personnel ainsi que celle des risques. Il est destiné à tous les agents de la commune de Montpon-Ménestérol, titulaires et non-titulaires, pour les informer au mieux sur leurs droits, notamment en matière de congés, de formation, mais aussi sur leurs obligations, leurs responsabilités et sur les consignes de sécurité à respecter.

Ce règlement devra être connu par tous les agents et transmis aux nouveaux arrivants.

Vu l'avis favorable avec la demande de certaines modifications proposées et soumises à l'approbation des élus du Conseil Municipal du comité social territorial en date du 25 juin 2024.

Observations :

Mme Rouiller présente les modifications demandées par le CST et qui sont retenues :

- **Page 9 : Article 6 – Astreintes :**

Il est demandé de ne pas indiquer un délai de récupération sous 8 jours.

L'article serait donc : « Dans le cas des déplacements extérieurs, les heures de trajet effectuées hors du temps de travail seront récupérées en accord conjointement avec le responsable de service ~~et ce dans les huit jours.~~ »

- **Page 24 : Article 34 - Télétravail :**

Il est demandé de remplacer la phrase « Suite à avis du CST, etc..... » et de la remplacer par : « **Une délibération ultérieure viendra cadrer les conditions de mise en œuvre du télétravail et sera annexée au présent règlement** ».

- **Page 28 : Article 49 – Consignation des dysfonctionnements**

Préciser les lieux où seront tenus les registres :

- 1 bureau des espaces verts
- 1 bureau du pôle technique
- 1 bureau de l'assistant de prévention.

- **Page 28 : Article 52 – Tenues de travail et protections**

Il est demandé par le CST d'intégrer la possibilité du port du bermuda / short dans le règlement intérieur.

- **Page 29 : Article 59 – Postes soumis au contrôle d'alcoolémie et/ou contrôle de présence de cannabis**

Sur les postes soumis au contrôle d'alcoolémie, la modification proposée est : « **L'ensemble des agents de la collectivité** ».

Mme Javerzac : Elles sont retenues ?

Mme Rouiller : On va le savoir tout de suite, c'est au Conseil Municipal de le décider.

M. Chazeau : Et quelles sont les non retenus ?

Mme Rouiller : Les horaires car cela changerait fondamentalement du précédent règlement.

L'idée est d'harmoniser la collectivité et qu'il y ait un présentiel du service technique quand les services administratifs reçoivent des requêtes des citoyens.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, par :

19 voix pour : Mme Rozenn ROUILLER, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL, M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mmes Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE, Mme Lydie TRIMOULET PIFFAUD,

9 abstentions : Mme Laurence LAGOUBIE (procuration à M. Franck SALAT), MM. Bastien LEDOUX, Franck SALAT, Mme Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY,

- Approuve à compter du 1^{er} juillet 2024 le règlement intérieur du personnel de la ville de Montpon-Ménestérol,
- Charge Madame la Maire de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.
- Autorise Madame la Maire à signer tout document relatif à sa mise en œuvre.

M.DEYSSARD quitte la séance et donne procuration à Mme GOULARD.

M.HERLEMONT quitte la séance et donne procuration à Mme CABROL.

85- Attribution d'une indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) et d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour élections (IHTS)

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1988,

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 1962 relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées à certains fonctionnaires territoriaux

Vu l'arrêté du 12 mai 2014 fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 25 juin 2024.

Les diverses consultations électorales occasionnent pour les agents territoriaux l'accomplissement de travaux supplémentaires liés à l'organisation des scrutins et la tenue des bureaux de vote. Ces travaux supplémentaires effectués à l'occasion de consultations électorales peuvent être rémunérés sous la forme d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) ou, si les agents ne peuvent y prétendre, sous la forme d'une indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE).

Ces indemnités compensent une sujétion particulière qui n'entre pas dans le champ des primes et des indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, dont le cumul n'est pas autorisé avec le RIFSEEP (article 5 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014). Elles peuvent être servie en plus du RIFSEEP.

I – Présentation de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE)

Les agents titulaires et contractuels relevant de la catégorie A peuvent percevoir une IFCE. Celle-ci peut être allouée dans la double limite d'un crédit global ouvert au budget et d'un montant individuel maximum calculé à partir de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) susceptible d'être versée aux attachés territoriaux.

En application de l'article 5 de l'arrêté du 27 février 1962 susvisé, l'IFCE est calculée sur la base de l'IFTS de 2ème catégorie (grade d'attaché territorial) auquel est appliqué un coefficient fixé entre 0 et 8. Ce montant ainsi défini servira de base au calcul du crédit global.

Pour les élections présidentielles, législatives, régionales, départementales, municipales, consultations par voie de référendum, élections du Parlement européen, l'IFCE est allouée dans la double limite :

- d'un crédit global obtenu en multipliant la valeur maximum mensuelle de l'IFTS des attachés (égale au montant moyen annuel de l'IFTS de 2ème catégorie multiplié par le coefficient retenu par l'organe délibérant divisé par 12) par le nombre de bénéficiaires remplissant les conditions d'octroi de l'indemnité
- d'une somme individuelle au plus égale au quart de l'indemnité forfaitaire annuelle maximum des attachés définie ci-dessus

Lorsque le scrutin donne lieu à deux tours, les taux calculés peuvent être attribués pour chaque tour de scrutin.

L'indemnité est versée autant de fois dans l'année que celle-ci comporte d'élections.

En revanche, lorsque deux scrutins différents ont lieu le même jour, il n'est versé qu'une seule indemnité.

Lorsqu'un seul agent ouvre droit à l'indemnité, le montant individuel peut être porté au maximum autorisé.

II – Présentation des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) pour travaux électoraux

Tous les agents titulaires et contractuels de catégorie B et de catégorie C peuvent percevoir des IHTS pour travaux électoraux.

Les travaux pour élections qui ne font pas fait l'objet d'un repos compensateur sont indemnisés selon les modalités prévues par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002.

Les heures effectuées en dépassement du cycle de travail habituel sont payées au taux normal jusqu'à concurrence du temps complet (35 heures), et au taux majoré au-delà du temps complet.

Il est proposé :

Article 1 : BENEFICIAIRES

I – Indemnité forfaitaire complémentaire pour élections :

Les fonctionnaires de catégorie A peuvent percevoir une indemnité forfaitaire complémentaire pour élections.

Le coefficient 7 sera appliqué au montant moyen annuel fixé pour l'IFTS de 2ème catégorie, le montant ainsi déterminé servira de base à l'estimation du crédit global. L'indemnité calculée dans les conditions énoncées ci-dessus sera attribuée par l'autorité territoriale en fonction du travail réellement effectué à l'occasion des élections.

Un seul agent ouvrant droit à l'IFCE, le montant individuel pourra être portée au maximum autorisé.

II – Indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) pour travaux électoraux

Les fonctionnaires de catégorie B et les fonctionnaires de catégorie C peuvent percevoir des IHTS pour les travaux électoraux qu'ils effectuent dès lors que ceux-ci sont réalisés en dehors de leur durée légale de service.

Synthèse :

Cadre d'emplois	Prime	Nombre d'agents	Motif	Montant de référence	Coefficient maximum
Adjointes administratifs territoriaux	IHTS	2	Présence lors des scrutins électoraux	Calculé sur la rémunération brute	Application des taux majorés selon la réglementation
Attachés territoriaux	IFCE	1		1 091.71 € ⁱ	7

ⁱ Taux au 1^{er} février 2017 annexé sur la valeur du point.

Article 2 : AGENTS CONTRACTUELS

Les agents contractuels de droit public exerçant des fonctions équivalentes pourront bénéficier de cette indemnité sur les mêmes bases.

Article 3 : PROCEDURE D'ATTRIBUTION

Les attributions individuelles sont calculées dans les limites des crédits inscrits au budget et de celles définies dans l'arrêté du 27 février 1962 relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées à certains fonctionnaires communaux.

Elles font l'objet d'un arrêté d'attribution individuelle notifié aux agents.

Article 4 : VERSEMENT

Le paiement de cette indemnité sera réalisé après chaque tour des consultations électorales.

Article 5 : DATE D'EFFET

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter des scrutins électoraux de 2024.

Article 6 : CREDITS BUDGETAIRES

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de l'instauration de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections et de l'indemnité horaires pour travaux supplémentaires liés aux élections dans les conditions susmentionnées.

86- Permis de végétaliser – Mise en place du dispositif**Rapporteur : Rozenn ROUILLER**

Vu la convention ORT – Petite Ville de Demain,

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021,

Considérant que dans le cadre de sa politique de développement durable, la commune souhaite mettre en place sur son territoire le dispositif du « permis de végétaliser ». Cette démarche permet d'encourager le développement de la végétalisation du domaine public de la commune par ses habitants.

La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets a créé l'article L.2125-1-1 dans le Code général de la propriété des Personnes Publiques pour encadrer ce dispositif.

Le permis de végétaliser est une autorisation d'occupation temporaire du domaine public qui peut être délivrée à toute personne morale de droit public, de droit privé ou personne privée. Elle est précaire et révocable à tout moment. Sans être une occupation du droit des sols d'urbanisme, un projet de végétalisation peut toutefois être soumis à l'obligation de dépôt d'une déclaration préalable.

S'agissant d'une démarche citoyenne, le titulaire du permis de végétaliser s'engage à mettre en place un dispositif de végétalisation sur l'espace public et à en assurer lui-même l'entretien.

Une charte a été rédigée en vue de définir :

- Les modalités d'obtention d'un permis de végétaliser,
- Les conditions d'octroi du permis,
- Les obligations afférentes au destinataire du permis,
- La durée de l'autorisation.

Cette charte précise notamment que le site de végétalisation devra être à proximité du lieu de résidence du bénéficiaire afin d'en faciliter l'entretien.

Observations :

M. Chazeau : C'est une nouvelle lubie étonnante, c'est de la rigolade ! On n'est quand même pas au centre de Paris pour s'occuper de végétaliser un trottoir, on est à la campagne. Je n'en vois pas l'utilité. Ce sont des particuliers qui vont théoriquement s'en occuper, qu'est-ce que ça va donner en hiver ? Est-ce qu'il y a un permis de végétaliser sur la Rue des Moulineaux, Chanzy ? Qui s'en occupe ? Je ne vois pas l'intérêt d'un truc comme ça surtout en milieu rural.

M. Marzat : Végétaliser c'est extrêmement nécessaire. Le climat est en train d'évoluer. Végétaliser ça vaut aussi pour les petites villes. En centre-ville on voit tout de suite la chaleur qui est plus présente. On arrive à faire baisser la température de 10°C en végétalisant, ça fonctionne et des études le démontrent. Par contre, effectivement, il faut des plantes endémiques, et il y a des plantes qui poussent très bien en ville. Il faudra prendre l'habitude d'avoir des plantes en pied de mur, au pied d'un poteau et la biodiversité vous remerciera. Le réchauffement climatique est là. Les experts mondiaux sont unanimes là-dessus.

Mme Bernard : Parfaitement d'accord avec M. Marzat, mais ça doit être pris en charge par la collectivité. Car les particuliers se lasseront d'entretenir ce qu'ils auront fait.

Mme Rouiller : S'il n'y a pas d'entretien il y aura retrait du permis. L'idée c'est que les particuliers s'approprient le sujet, c'est une démarche volontaire et pour laquelle nous avons reçu des demandes de citoyens.

Mme Bernard : Et le jour où ils ne veulent plus s'en occuper ?

Mme Rouiller : Soit on retire le permis et les plantes, soit le service le prendra en charge. Mais c'est une démarche qui fonctionne ailleurs.

M. Haerrig : Une rose-trémière d'accord, on a déjà des trottoirs petits dans Montpon ! Il serait peut-être bon de cibler des endroits dans Montpon. N'importe qui va la demander, et après on pleure pour les heures supplémentaires pour les espaces verts. Ça sera efficace dans certains quartiers mais pas partout.

Mme Rouiller : L'autorisation est tacite à 8 jours mais si problème technique il n'y aura pas d'autorisations.

M. Chazeau : Je ne mets pas en doute ce qu'a dit M. Marzat. Mon problème c'est la place. Enfin, j'ai l'expérience à Périgueux d'une sorte de potager collectif bio, qui a duré 2 mois, puis qui est resté 2 ans en friche. Je ne suis pas convaincu que faire pousser 3 fleurs autour d'un poteau cela absorbe tant de degrés que ça. C'est une lubie car on le voit fleurir partout mais ça ne perdure pas.

M. Rousseau : Voyons où on peut délivrer le permis, les endroits possibles et si la personne se manifeste on pourra arbitrer. Il y a un travail en amont à faire pour ne pas prendre du temps aux espaces verts.

Mme Rouiller : Nous avons retenu l'idée du cas par cas. Ça serait un énorme travail de recenser tous les lieux de la commune.

M. Marzat : Concernant la question de l'abandon l'hiver, je mets en miroir les petits potagers que l'on a. L'hiver il ne se passe rien mais c'est à l'image de ce qui se fait partout. Ils n'ont pas l'habitude d'avoir un potager à l'année, alors pour le petit carré, s'il y a quelques graminées, ce n'est pas un problème. Même s'il reste à l'abandon quelques mois, à ma connaissance, je n'ai pas senti de mauvaises odeurs sur ce type de petits jardins.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, par :

17 voix pour : Mmes Rozenn ROUILLER, Séverine GOULARD-MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, M. Jean-Pierre DEYSSARD, Mme Josette CABROL, M. Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, MM. Georges HERLEMONT, Alain MICOINE, Mme Fatima BOUTERFAS (procuration à Mme Rozenn ROUILLER), MM. Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mme Séverine MAILLARD, MM. Vincent LECONTE, Jean-Jacques MOZE, Mme Lydie TRIMOULET PIFFAUD,

11 voix contre : M. Gérard HAERRIG, Mmes Nathalie JAVERZAC MARIGUETTO, Laurence LAGOUBIE (procuration à M. Franck SALAT), MM. Bastien LEDOUX, Franck SALAT, Mme Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY,

- Approuve la création du permis de végétaliser sur la commune de Montpon-Ménestérol ;
- Approuve la charte définissant les conditions de mise en place du permis de végétaliser,
- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à signer tous les actes afférents.

87- Convention de mise à disposition d'un terrain – Ateliers municipaux

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Afin de permettre le stockage d'engins et de matériaux pendant les travaux de réhabilitation du centre des services techniques, il est proposé une convention de mise à disposition gracieuse d'une partie du terrain de la société « Literie d'Aquitaine » pendant une durée d'un an à la commune de Montpon-Ménestérol.

Le bien est constitué d'une partie non bâtie d'une surface d'environ 1 000 m² sur laquelle porte cette convention.

Observations :

M. Chazeau : Qu'en sera-t-il de la compensation financière ?

Mme Rouiller : Il n'y a pas de loyer.

M. Chazeau : Oui mais il faut l'étoffer dans la convention, c'est écrit à la volée. De même que l'impôt foncier, on aurait pu faire un petit geste. J'aurais aimé que la réalisation des aménagements soit un peu plus fournie pour protéger la mairie et les propriétaires. Je trouve que c'est léger.

Mme Rouiller : Pour autant ce sont les propriétaires qui décideront et à première vue cela semblait leur convenir.

M. Rousseau : Il faudrait rajouter la clôture simplement dans le document ?

Mme Rouiller : Oui elle est prévue au marché et on va le rajouter à la convention.

M. Rousseau : Et l'article 5 ?

Mme Rouiller : C'est le 6, ce sera corrigé !

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à signer la présente convention de mise à disposition, et tout autre document utile dans le cadre de ce dossier.

88- Service d'assainissement collectif - Rapport annuel du délégataire 2023

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Il est rappelé que conformément aux articles L 3131-5, R 3131-2 et suivants du Code de la Commande Publique, les délégataires doivent produire chaque année, un rapport, comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de délégation, une analyse de la qualité des ouvrages et du service et permettant en outre d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Il est présenté le rapport annuel du délégataire du service public d'assainissement collectif relatif à l'exercice 2023, établi par la société AGUR.

Observations :

M. Marzat : L'eau doit être reprise en régie par la collectivité. Eau/Assainissement c'est le même problème.

Après avoir procédé, conformément à l'article L1411-3 du C.G.C.T. à son examen, le Conseil Municipal prend acte du rapport annuel du délégataire du service public d'assainissement collectif relatif à l'exercice 2023.

89- Service d'assainissement collectif - Approbation du rapport sur le prix et la qualité du service (RPQS) 2023

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Il est rappelé que le Code Général des Collectivités Territoriales impose, à toute collectivité organisatrice d'un service public d'eau potable ou d'assainissement, par son article L.2224-5, de réaliser un rapport annuel sur le prix et la qualité du service.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

Le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 131-9 du code de l'environnement (le SISPEA).

Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, à minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif de la Commune de Montpon-Ménestérol relatif à l'exercice 2023 auquel a été jointe la note annuelle d'information de l'Agence de l'eau est présenté et commenté.

Observations :

M. Marzat : Est-ce qu'on demande la recherche d'antibiotiques ?

Mme Rouiller : Non car ce n'est pas une recherche réglementaire.

M. Marzat : C'est pourtant une question de santé publique.

Après présentation de ce rapport, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif de la Commune de Montpon-Ménestérol relatif à l'exercice 2023. Ce dernier sera transmis aux services préfectoraux en même temps que la présente délibération.
- Décide de saisir et publier les indicateurs de performance relatifs à l'exercice 2023 sur le SISPEA.
- Décide de mettre en ligne le rapport validé et la présente délibération sur le site www.services.eaufrance.fr.

90- Convention de mise à disposition des préfabriqués des Massias à plusieurs associations**Rapporteur : Monique VERT**

Afin de permettre aux différentes associations de poursuivre leurs activités de loisirs, il y a lieu de prolonger les mises à dispositions des préfabriqués situés sur le site des Massias aux associations suivantes :

Nom
CROIX ROUGE FRANCAISE
ECOLE DE DANSE
PETANQUE MONTPONNAISE

Les mises à disposition proposées se feront à titre gratuit, pour une période allant du 1^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025. Les conditions de mise à disposition sont précisées dans chaque convention. Elles prendront fin en cas de travaux de démolition comme précisé.

Observations :

Mme Duhard : Où en est le projet de l'école de danse dans le centre ? ou est-ce hors sujet ?

Mme Rouiller : Oui c'est hors sujet.

M. Chazeau : Ces bâtiments sont encore solides ? Est-ce que la commission de sécurité passe ?

Mme Rouiller : Oui ils sont en mauvais état et c'est pour ça qu'il faut reloger les associations dans des locaux plus adéquats. Mais il faut bien régulariser leur occupation en attendant.

M. Chazeau : Ma question est de savoir s'ils sont viables vu les rapports des commissions de sécurité ?

Mme Rouiller : On vous communiquera ça.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Valide le principe de mise à disposition des préfabriqués des Massias aux associations précitées,
- Autorise Madame la Maire ou son représentant délégué à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette affaire.

91 - Convention de mise à disposition des installations sportives des Massias à CEVA Sports

Rapporteur : Monique VERT

Afin de permettre à l'association CEVA Sports de proposer une activité sportive à ses salariés, il y a lieu d'accorder une mise à disposition des installations sportives des Massias (Stade et Gymnase).

La mise à disposition proposée se fera à titre gratuit, pour une période allant du 1^{er} juillet 2024 au 30 juin 2026. Les conditions de mise à disposition sont précisées dans la convention.

Observations :

M. Chazeau : C'est un particulier ?

Mme Vert : Non une association sportive.

M. Chazeau : Sur Montpon ?

Mme Vert : Oui.

M. Chazeau : Mais où est basé l'association ?

M. Haerrig : Allée Jean Ferrat.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Valide le principe de mise à disposition des installations sportives des Massias à l'association,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette affaire.

92 - Transport Scolaire – Participation au coût des transports

Rapporteur : Josette CABROL

Dans le cadre de l'organisation du service de transport scolaire pour l'année 2023/2024, et dans un souci de maintenir la gratuité de l'accès à l'école, il est proposé comme l'an passé de rembourser aux familles de Montpon-Ménestérol le montant de la participation qu'elles ont versée au Syndicat Intercommunal Scolaire (SIS) Montpon-Villefranche.

Le montant de cette participation est de 30 ou 50 € par enfant en fonction du quotient familial calculé en 2022/2023. Toutefois, une réduction est appliquée aux familles inscrivant plusieurs enfants au Transport Scolaire tel que décrit ci-dessous :

- 3^{ème} enfant dans l'ordre de naissance, 30 % de réduction
- 4^{ème} enfant dans l'ordre de naissance et suivants, 50 % de réduction

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, approuve le remboursement du montant de la participation aux familles Montponnaises.

93- Motion pour le maintien d'ENEDIS dans les locaux de Mussidan

Rapporteur : Rozenn ROUILLER

Madame la Maire a été informée du projet de fermeture du site de Mussidan par ENEDIS. Les élus redoutent un déséquilibre inquiétant dans l'implantation géographique des sites opérationnels d'ENEDIS, une dégradation considérable de la qualité de fourniture et l'allongement des délais d'intervention pour le dépannage (notamment lors d'appels pompiers).

Sur site de Mussidan, les agents habitent sur le territoire, ils devront aller travailler à Bergerac ou Périgueux, ce qui va considérablement allonger leur durée de trajet domicile-travail et accentuer l'empreinte carbone de leurs déplacements.

Le départ de ces agents impacte notre commune.

Mussidan comme Montpon-Ménestérol sont dans le dispositif Petite Ville de Demain et signataires d'une convention ORT dont l'objectif est de conserver les services publics de proximité.

Observations :

M. Chazeau : Est-ce que ENEDIS a motivé sa décision ?

Mme Rouiller : C'est visiblement un regroupement pour raisons économiques.

M. Chazeau : Comme d'habitude on ne connaît pas les motivations !

Mme Vert : Si le profit !

M. Marzat : Ce n'est pas une histoire d'abandon mais on met l'argent au-dessus de l'humain, c'est l'inégalité territoriale qui parle. Avant il y avait un agent qui passait relever les compteurs, aujourd'hui j'ai une galerie photo de compteurs avec des fils haute tension non entretenus. Là aussi, ça a disparu. On veut externaliser, économiser... pour du profit des actionnaires ! Malheureusement c'est parti pour continuer. Vaste sujet !

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, soutient le maintien des locaux d'ENEDIS à Mussidan.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h24.

La Secrétaire de séance,



Mme Geneviève AUXERRE

La Maire,



Rozenn ROUILLER